

Martin Pottrai

Conseil International de l'Internationale Socialiste

Lisbonne, 6 et 7 octobre 1993

Discours de Pierre Mauroy

Chers amis, chers camarades,

Les propos de Shimon Peres tout à l'heure ont souligné combien l'économie et la diplomatie sont liées : la dynamique de la paix se nourrit du développement et du bien-être des peuples. Ce sont précisément les deux thèmes de notre Conseil.

Voilà pourquoi nous devons entendre l'appel des Palestiniens à l'assistance et à la coopération. Nous nous réjouissons des premières mesures décidées à Washington. Nous savons qu'il ne s'agit que d'un premier pas et qu'il nous appartient ici pour répondre à Shimon Peres de définir la manière d'aller plus loin. Je souhaite que nous puissions être précis, concrets et déterminés. Des gestes visibles et significatifs doivent être engagés dans des délais brefs afin de rendre la violence inopérante et de lutter contre le fondamentalisme.

Aujourd'hui même, un nouveau pas est en train d'être franchi avec la rencontre de travail entre Rabin et Arafat au Caire.

L'accord Israel-OLP constitue un témoignage éclatant de la volonté des sociaux démocrates d'être les artisans d'un avenir meilleur. Cette volonté d'agir, elle est la nôtre partout dans le monde. Et nous constatons ces derniers mois qu'elle donne d'importants résultats.

A Athènes, beaucoup avaient fait part de leur inquiétude, et parfois de leur pessimisme face à la montée des incertitudes et même des interrogations vis à vis de nous mêmes. Depuis lors, nous avons connu un net redressement. Contrairement à une idée trop répandue, la social démocratie ne connaît pas dans le monde la crise qu'on lui prête.

Ce qui est vrai sur le terrain des idées l'est aussi sur celui des résultats :

C'est vrai en Europe, où nous avons connu plusieurs victoires significatives, en Espagne, et en Norvège notamment, et sûrement demain en Grèce .

C'est vrai en Asie avec le succès de Benazir Buttho qui au Pakistan après avoir obtenu la mise en place d'un gouvernement neutre, a des chances de remporter les élections qui sont en cours. Et au Japon, nous sommes heureux de saluer l'entrée au gouvernement de six ministres socialistes.

C'est vrai en Amérique Latine et dans les Caraïbes, avec une mention particulière pour Haïti, où les modalités de retour du président Aristide que nous avons reçu à Athènes, s'organisent en vue d'une issue démocratique rapide. Mention particulière aussi pour Saint Domingue où notre camarade Pena Gomez a de bonnes chances d'emporter les élections présidentielle.

C'est aussi le cas en Afrique, notamment avec la victoire au Sénégal dont nous nous sommes réjouis, mais aussi avec d'importantes progressions électorales en particulier au Centrafrique où notre ami Abel Goumba était présent au second tour des élections présidentielles.

Les sociaux démocrates, qui croient en l'avenir de leurs idées, peuvent raisonnablement croire en leur propre avenir.

Cependant, les événements en cours en Russie témoignent de l'extrême instabilité du contexte international dans lequel nous sommes forcés d'agir.

Il faut bien comprendre que la brutalité même de l'effondrement du communisme, le fait qu'il n'y ait eu ni stratégie de sortie du communisme ni stratégie cohérente de transition au capitalisme, a créé un véritable vide politique en Russie. C'est ce vide qu'ont utilisé les putschistes réactionnaires pour tenter de s'emparer du pouvoir. De ce fait, la seule solution est le retour à la légitimité populaire, et l'élection des députés qu'a proposée Boris Eltsine. Nous devons soutenir ce processus. Je lui ai écrit en ce sens dès le 22 septembre.

Nous ne soutenons pas la personne d'Eltsine, nous soutenons la légitimité démocratique. Et notre soutien est à cette condition. Voilà pourquoi nous jugeons aux actes, avec l'espoir que la Russie puisse sortir du blocage actuel car une Russie politiquement stable constitue un indispensable atout pour l'équilibre mondial.

Le séisme que connaît la Russie amène à penser qu'il faut une structuration beaucoup plus forte de la société internationale. Je ne crois pas, quoi qu'il arrive, que le monde

s'ordonnera encore autour de la confrontation est-ouest. Il dépend de nous qu'il s'ordonne de moins en moins à partir d'une opposition entre le nord et le sud.

Mais si les valeurs existent, les principes et les motivations autour desquels le monde nouveau s'organisera ne s'imposent pas encore. C'est là la grande faiblesse de notre temps. Nous savons assez bien ce que nous ne voulons pas. Nous ne voulons pas qu'une seule puissance gouverne le monde. Nous ne voulons pas le repli sur des nationalismes qui ouvrent souvent le champ à l'aggression et à la violence.

Nous savons aussi ce que nous ne pouvons pas. Nous ne pouvons pas, du jour au lendemain, faire de l'ONU l'instrument de la coopération mondiale. Nous ne pouvons pas généraliser le droit d'ingérence partout où devrait s'imposer la loi contre l'arbitraire. Nous ne pouvons pas, malheureusement, empêcher les peuples de se déchirer dans d'absurdes guerres civiles, comme en Yougoslavie, ou en Georgie.

Mais nous savons ce que nous devons faire : affirmer les principes sur lesquels doit être bâti le nouvel équilibre mondial. Je souhaite que nous jetions toutes nos forces dans ce qui est à la fois une action et une réflexion. Il y a là pour une organisation comme la nôtre, qui constitue un des rares forums politiques à l'échelle internationale, un défi majeur.

Il est urgent de définir et de proposer ce que sera la colonne vertébrale de la paix au 21^e siècle, d'autant que les idées nouvelles et généreuses qui sont apparues ces dernières années comme la diplomatie préventive, sont difficiles à mettre en pratique. Les travaux qui verront le jour à l'occasion du 50^e anniversaire des Nations-Unies, auxquels participent plusieurs de nos amis, au premier rang desquels Ingvar Carlsson.

Dans les mois qui viennent, nous devons nous fixer trois priorités.

Tout d'abord la social démocratie doit avoir pour ambition de représenter la gauche toute entière. C'est dire que nous devons nous efforcer de combler le vide ouvert par l'effondrement du communisme.

Après la chute du mur de Berlin, les Etats et plus encore les opinions publiques des pays d'Europe centrale ont cédé à la séduction de l'illusion libérale. C'était une réaction prévisible et nous avons eu raison de nous engager en adaptant notre action au terrain, notamment en créant, en même temps

que notre comité, notre Forum pour la Démocratie.

Le rejet du communisme était si grand que ces peuples ne distinguaient pas entre le communisme et les valeurs de la social démocratie.

Aujourd'hui, il existe des signes encourageants. Les forces d'inspiration social démocrate commencent à obtenir des résultats non négligeables. Je ne pense pas qu'il faille voir dans les succès des partis post communistes une tentation de retour au passé, mais plutôt un vote de protestation contre les injustices du marché et une politique d'exploitation et de répression sociale .

Un espace s'ouvre ainsi pour la social démocratie. Il nous appartient de canaliser ces mouvements . Ceci suppose que nous réfléchissions sur nos relations avec des forces politiques nouvelles qui émergent comme l'Union du travail en Pologne, la Liste des sociaux démocrates unis de Slovénie, l'Union sociale démocrate de l'ex-république yougoslave de Macédoine, la Gauche démocrate en Slovaquie, et le Parti démocrate de Petre Roman en Roumanie.

En second lieu, il nous faut appuyer les perspectives démocratiques là où elles existent. Nous venons de parler du Moyen-Orient. Il s'agira naturellement de l'Afrique du Sud, où nous devons soutenir la proposition de Nelson Mandela de renouer entre la communauté internationale et ce pays des relations commerciales normales.

Je crois personnellement que le boycott a été un élément essentiel de la lutte anti apartheid. Sa poursuite n'aurait désormais plus que des inconvénients, et pèserait lourdement sur l'exaspération déjà dramatique de la population noire sud africaine.

Notre troisième priorité est d'être présents sur les conflits. Mais je ne veux pas insister sur ce point puisqu'il a fait l'objet de nombreuses résolutions de nos comités.

Toute cette action pour la paix resterait insuffisante si l'on ne s'engageait pas très vite dans un autre type de développement économique. L'économie, c'est aujourd'hui ce qui va mal. Le débat que va cet apres-midi introduire John Smith est ainsi très important. Nous avons le devoir de reprendre la critique du capitalisme, qui se montre de plus en plus impuissant : le chômage et l'exclusion sociale atteignent en effet un pont critique dans les pays développés. Les pays du sud sont en proie à des plans d'ajustement sans cesse plus rigoureux. Les pays de l'Est découvrent que l'adhésion à la démocratie ne comporte pas de

contrat de croissance.

Il n'y aura pas d'avenir démocratique sans un projet politique neuf sans un nouveau "cours" de l'économie mondiale. J'ai conscience de l'ampleur des problèmes auxquels nous devons répondre. Il nous faut sortir de la dérégulation systématique menée à l'échelle de la planète.

Lorsque les monnaies fluctuent de manière incohérente, des masses énormes de capitaux peuvent compromettre des années d'efforts demandées par les gouvernements à leurs peuples. Lorsque la hausse des taux d'intérêts paralyse partout l'investissement au profit de la rente, c'est que l'économie mondiale a perdu tout repère et qu'elle requiert d'urgence un nouveau mode de régulation.

Il faut en finir avec le mythe d'un marché mondial qui pourrait fonctionner sans règle; il faut que 45 ans après Bretton Woods une nouvelle organisation se mette en place, qui stabilise les monnaies, qui relance la croissance et d'abord parmi les pays qui en ont le plus besoin, ceux du Tiers-Monde et des anciens pays de l'Europe de l'Est. Les années 80 ont été celles de la déflation au niveau mondial. A nous de faire des années 90 celles de la reconquête et d'une croissance renouvelée.

Ceci implique que nous résistions aux tentations de repli et aux soit-disant réponses protectionnistes. S'il est légitime qu'aucun pays ne souhaite inféoder ses intérêts économiques ou culturels, il est non moins légitime de prendre en compte l'impatience des pays en voie de développement.

Plus encore que des subventions ou le moratoire de leur dette, ce qu'ils nous demandent c'est d'ouvrir les marchés des pays riches. L'internationale constitue un cadre possible pour la réflexion sur ce type de compromis.

A nous les sociaux démocrates, qui avons été les pionniers dans les années soixante, d'oser inventer de nouvelles formes d'organisation du travail, de nouvelles formes de solidarité, de nouvelles formes de répartition de la richesse dans le monde.

Ce qui se passe aux Etats-Unis doit d'ailleurs nous faire réfléchir: que la nation chante du chacun pour soi s'engage sous l'impulsion de Bill Clinton dans la voie de la protection sociale et de la création d'un système de santé, n'est-ce pas pour nous sociaux démocrates la confirmation que la route ouverte était la bonne ? A nous de démontrer que nous pouvons aller plus loin.

C'est à cette condition là seulement que le spectre du retour au nationalisme et aux intégrismes, reculera, que le monde repartira de l'avant, que les peuples recouvreront l'espoir, la confiance dans le progrès, et qu'ils se porteront vers les valeurs qui sont les nôtres: celles de la liberté, de la justice et du développement.

Nous avons besoin pour ce faire de nous renforcer politiquement. Nous nous y efforçons dans chacun de nos Etats. Mais il faut aussi que le monde du travail au plan international affirme ses préoccupations et son identité. C'est le sens du message que m'a adressé le secrétaire général de la CISL, Enzo Friso, qui souhaite intensifier ses relations avec l'Internationale Socialiste. J'ai proposé au Présidium la création d'un groupe de travail sur ce sujet et j'interviendrai moi-même devant le Bureau de la CISL.

Malgré les difficultés de la situation internationale que nous traversons, j'ai confiance dans les chances de la paix, j'ai confiance dans les chances de la social-démocratie. Rien n'est joué encore de ce que sera le monde de demain. Une partie de son destin est placée directement entre nos mains. Il me semble que le débat que nous avons entendu ce matin nous permet d'espérer en l'avenir.